

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Kevin Hooper

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Au Canada, tant au niveau fédéral que provincial, il faut accorder la priorité à l'innovation et aux technologies d'avenir. De plus, il faut examiner sérieusement la situation au chapitre des études postsecondaires qui, trop souvent, ont pour effet d'acculer les jeunes adultes à la faillite tout en les laissant sans aucune compétence utile sur le marché du travail. Au niveau international, il faut mettre l'accent sur la réforme du secteur bancaire afin de rétablir la confiance et d'atténuer les impacts des pratiques inconsidérées et corrompues qui enrichissent une petite minorité au détriment de la majorité.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

En fin de compte, la véritable leçon à tirer de la volatilité actuelle du secteur financier est que les stratégies économiques prônant le laisser-faire, quoique productives en période de prospérité, laissent chaque joueur indépendant à la merci de tendances trop lourdes pour qu'il puisse les gérer lui-même lorsque la situation se dégrade. Il faudrait maintenant mettre l'accent sur l'interdépendance stratégique au sein de l'économie canadienne, c'est-à-dire que les profits réintroduits dans un réseau industriel national auraient non seulement pour effet d'accroître la stabilité mais créeraient aussi un climat dans lequel il pourrait être plus facile de partager les compétences et les ressources.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Des allègements fiscaux pour une vie saine afin de réduire les coûts des soins de santé à long terme. Des allègements fiscaux pour une bonne planification financière de la retraite. Des programmes d'études postsecondaires subventionnées axées précisément sur les industries clés.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La productivité découle de programmes d'études ciblés et des possibilités du marché mais c'est aussi le sous-produit de l'optimisme et des convictions personnelles. Aussi longtemps que l'économie canadienne demeure axée sur des modèles désuets, les jeunes, qui sont le moteur de la productivité

future, ne seront pas motivés pour passer à l'action.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Le groupe le plus désavantagé actuellement dans la société est, de loin, celui des jeunes adultes. Ils font face à de mauvaises perspectives sur le marché tandis que les choix difficiles qui doivent être faits face à la crise financière et à la crise environnementale sont reportés à un moment où le pays sera le moins en mesure de se les permettre. Dans tous les ordres du gouvernement et dans l'industrie, il est nécessaire de revoir les priorités, c'est-à-dire se détourner du profit immédiat et tendre plutôt vers la planification à long terme.